



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

4 MARS 2019

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement
SPE/RH

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU le code de l'environnement, notamment son article L 171-8 ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 mars 1998 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société THB dans son établissement situé 42-46, rue Paul et Marc Barbezat (ex-petit chemin des bruyères) à DÉCINES-CHARPIEU ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 juin 2013 portant agrément de la société THB pour l'exploitation d'une installation de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (VHU) dans son établissement situé 42-46, rue Paul et Marc Barbezat (ex-petit chemin des bruyères) à DÉCINES-CHARPIEU ;
- VU le rapport du 1er février 2019 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement, et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;
- VU le courrier adressé à l'exploitant le 6 février 2019 dans le respect des dispositions de l'article L. 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'une visite de l'établissement exploité par la société THB à DÉCINES-CHARPIEU, a permis à l'inspection des installations classées de constater les irrégularités suivantes :

- l'ensemble des opérations de démontage et de dépollution des VHU sont réalisées de façons très partielles. L'exploitant ne respecte pas le cahier des charges relatif aux agréments VHU,
- absence de gardiennage humain ou de système de vidéo-surveillance En dehors des heures d'exploitation ;

CONSIDÉRANT, donc que la société THB ne respecte pas, pour son établissement de DÉCINES-CHARPIEU, les dispositions prévues à l'article 42 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 ainsi que celles du point 6.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 1998 susvisés ;

CONSIDÉRANT, en outre, que l'exploitation de l'installation en cause, dans des conditions irrégulières, peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDÉRANT, dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant de respecter strictement les dispositions réglementaires rappelées ci-dessus ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er}

La société THB, 42-46, rue Paul et Marc Barbezat (ex-petit chemin des bruyères) à DÉCINES-CHARPIEU, est mise en demeure :

- de respecter immédiatement l'article 42 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susmentionné relatif à la dépollution et au démontage des VHU en dépolluant les VHU entièrement,
- sous 3 mois, d'organiser une surveillance des locaux et notamment des zones présentant des risques d'incendie ou de pollution accidentelle en dehors des jours de travail conformément au point 6.1 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 1998 précité.

Les délais fixés ci-dessus courent à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Publicité (article R. 171-1 du Code de l'environnement)

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 : Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement)

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon : la requête peut être déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 5

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de DÉCINES-CHARPIEU,
- l'exploitant.

Lyon, le 4 MARS 2010

Le Préfet
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY